

LA SCOP-TI RELANCE LE TILLEUL DES BARONNIES



Des membres de la Scop sont allés en Asie pour connaître les conditions de travail des producteurs de thé.

Les ex-Fralib n'ont pas seulement empêché la délocalisation de leur usine et de leurs emplois. En fondant leur Scop, ils participent au re-développement local de toute une filière.



S'ils avaient renoncé, l'usine de Gémenos resterait aujourd'hui porte close. Et les quarante-et-un salariés actuels de la société auraient dû trouver un autre emploi, pointer au chômage ou accepter les nouvelles conditions de travail imposées par la multinationale qui les embauchait : une rémunération de 6 000 euros par an et un départ forcé pour... la Pologne, où le groupe a délocalisé sa production. Mais, au terme de 1336 jours de lutte, les ex-Fralib, qui fabriquaient le thé de la marque Éléphant, ont récupéré leur outil de production à travers une Scop qui réunit l'ensemble des ouvriers ayant participé au combat. Ainsi, les ex-Fralib sont devenus un symbole de la résistance ouvrière face au capitalisme mondialisé – leur ex-employeur, Unilever, est le quatrième groupe agro-alimentaire mondial avec 48 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2014. Et du même coup, ils ont démontré que le statut de Scop pouvait constituer une arme redoutable dans cette lutte.

En 2010, lorsque Unilever annonçait le départ de l'usine en Pologne, l'obstination des salariés semblait presque vaine. La recherche, dans un pays tiers, de main-d'oeuvre moins chère, semblait être devenue une dure réalité à laquelle chacun devait se plier. Mais il existait au sein de l'entreprise une culture syndicale forte et ancienne. Une petite centaine de salariés a ainsi décidé de n'accepter ni les méprisantes offres d'emploi en Pologne, ni les indemnités de licenciement proposées par Unilever. Au lieu de cela, ils ont repris possession de l'usine puis l'ont occupée, 24 heures sur 24, 365 jours par an, pour éviter son démantèlement.

En mai 2014, la justice rejetait le troisième plan « social » proposé par la multinationale, cette dernière étant dès lors contrainte de négocier un accord. À travers celui-ci, les salariés ont pu garder les machines, toucher une indemnité forfaitaire et bénéficier d'un fonds de roulement d'un peu moins de 3 millions d'euros pour lancer leur activité. Ainsi naissait la Scop-Ti, au sein de laquelle tout ce petit monde en lutte est devenu salarié-coopérateur.

AGRANDIR



Des calculs sur le long terme

Dans les années 2000, la direction avait décidé d'abandonner les arômes naturels pour les remplacer par les arômes de synthèse, jugés plus rentables.

En 2002, nous étions la seule grande usine à faire encore des thés aromatisés de façon naturelle. Ça donnait des produits de bien meilleure qualité, et les marques distributeurs, si elles voulaient venir sur ce terrain, étaient obligées de passer par nous. Lorsqu'ils ont décidé de passer au chimique, on les avait prévenus que sur le long terme, ce n'était pas un bon calcul. D'ailleurs, depuis, les marques distributeurs ont capté 10 % du marché. Nos dirigeants étaient conscients de ce risque, mais comme sur le court terme il était plus rentable d'utiliser des arômes de synthèse, ils ont fait ce choix-là. Olivier Leberquier, l'un des coopérateurs.

Au contraire, les coopérateurs ont décidé de revenir à l'aromatisation naturelle. En effet, comme une Scop ne se vend pas – elle peut uniquement se transmettre d'ancien à nouveau coopérateur –, les calculs sur le court terme ont beaucoup moins d'intérêt. Toute la stratégie a donc été élaborée pour rendre l'entreprise rentable, certes, mais avec l'exigence d'élaborer un modèle pérenne. Pour y parvenir, la Scop-Ti élabore une chaîne commerciale la plus équitable et locale possible. C'est ainsi que des membres de la Scop se sont rendus en Asie pour connaître les conditions de travail des producteurs de thé. L'abandon des arômes chimiques a par ailleurs nécessité de retravailler avec des producteurs de plantes aromatiques, au plan local ou national. Et ainsi, de fil en aiguille, l'usine de Gémenos participe aussi à la relance de la filière « tilleul » en France.

« Ils ont immédiatement parlé d'équité »

Alors que la production de tilleul était de 400 tonnes par an dans les années 80, celle-ci n'est plus que de 10 à 15 tonnes. La faute au tilleul d'importation, qui arrive à des prix trop bas pour que les producteurs français puissent lutter. « C'est essentiellement du tilleul produit en Amérique du Sud, qui est débarqué en Europe au port de Hambourg, puis qui est envoyé en Pologne pour être conditionné, et qui arrive en France par camions, détaille Olivier Leberquier. Nous, nous sommes allés directement à Buis-les-Baronnies », à deux heures de voiture de l'usine (1).

Là-bas, les attendait une vieille connaissance, Jean-Jacques Cornand, un enseignant à la retraite : « à la base, on est un groupe de militants. On était donc intéressés par la bagarre que menaient les Fralib et on les a invités deux fois ici pour populariser leur combat. » En 2013, une cueillette de tilleul a été organisée pour financer la lutte. Puis, lorsque Unilever a laissé entendre que les machines à l'intérieur de l'usine de Gémenos avaient été détériorées, une petite production de tilleul a été lancée pour prouver que ce n'était pas vrai. Les ouvriers qui occupaient le site les avaient, au contraire, méticuleusement entretenues.

Lorsqu'ils ont lancé la Scop pour de bon, c'est donc tout naturellement qu'ils sont revenus à Buis-les-Baronnies.

*Il y a toujours eu de la demande pour du tilleul bio de Buis-les-Baronnies, car c'est un tilleul qui a des caractéristiques uniques. Mais l'une des conditions pour que la filière se relance, c'était que le prix d'achat augmente. Or, lorsque les Scop Ti sont arrivés, ils ont immédiatement parlé d'équité. Ils disaient que l'activité devait aussi être rémunératrice pour les producteurs, qu'il fallait fixer un juste prix.*Jean-Jacques Cornand

Première conséquence : au lieu de le payer 14 à 15 euros le kilo, la Scop-Ti l'a acheté à 18 euros. Le cours du tilleul français est ainsi remonté assez brutalement, et l'activité, qui se mourait à petit feu, est redevenue intéressante. D'autant que les volumes d'achat de la Scop sont assez importants : 700 kg en 2016. Au-delà, c'est aussi le fonctionnement de l'entreprise qui pèse dans la balance. « Lorsqu'on explique leur cheminement, leur histoire, c'est un plus auprès des producteurs », confie Jean-Jacques Cornand. Leur statut de Scop est en lui-même un gage de stabilité, ne serait-ce que parce qu'il les tient à l'écart de toute délocalisation et qu'ils ne peuvent avoir qu'une vision à long terme de leur activité. De petits producteurs ont ainsi pu se lancer et Jean-Jacques Cornand explique que le syndicat du tilleul, dont il fait partie, peut désormais envisager quelques investissements.

*On pense par exemple acquérir un séchoir collectif (avec l'abandon de la filière, les anciens lieux de séchage ont souvent été transformés en chambres d'hôtes) et un système de congélation, qui permet de détruire les mites du tilleul tout en restant en bio. Par ailleurs, les arbres ont longtemps été laissés à l'abandon, ce qui complique la cueillette. À plus long terme, on pourrait donc aussi replanter des arbres.*Jean-Jacques Cornand

De quoi donner du boulot aux pépiniéristes du coin ? En effet, il est probable que les volumes de Scop-Ti augmentent au fur et à mesure que grossit le nombre de magasins ayant leurs produits en rayon. Or, un important réseau vient de les ajouter à son catalogue : Biocoop, une autre coopérative...

Nicolas Bérard

.....

1 – Olivier Leberquier précise : « Le problème, c'est que quand les gens de l'ONU réfléchissent au développement durable, ils invitent le patron d'Unilever ! » Pas faux !

Vous pouvez soutenir la Scop-Ti en participant à sa campagne de financement : www.scop-ti.fr

Voir aussi la vidéo de [Politis](#) tournée en juin 2016 dans l'usine de Gemenos.